Document généré le 23 avr. 2024 21:16

L'Actualité économique

Vers une émancipation de la monnaie en économie planifiée

Jovan Pavlevski

Volume 44, numéro 4, janvier–mars 1969

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1002891ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1002891ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Pavlevski, J. (1969). Vers une émancipation de la monnaie en économie planifiée. *L'Actualité économique*, *44*(4), 638–658. https://doi.org/10.7202/1002891ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1969

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Vers une émancipation de la monnaie en économie planifiée

La présence de la monnaie et l'importance de son utilisation dans les sociétés où les moyens de production sont devenus ou deviendraient propriété sociale ne sont justifiées, dans la pensée marxiste d'aujourd'hui, que par « l'expérience de l'édification du socialisme en U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes », mais nullement par la théorie ou l'idéologie pure. En outre, c'est cette expérience même qui « confirme la nécessité de la plus large utilisation possible de la monnaie dans la pratique de la construction du socialisme » [1].

Cette attitude nouvelle, consciemment adoptée par les dirigeants soviétiques, constitue un changement radical à l'intérieur de la pensée économique marxiste et soviétique à l'égard de la monnaie et des mécanismes monétaires. La présente recherche a pour objet d'examiner les causes et les effets de ce changement. Elle suivra le cheminement qui a fait de la monnaie reniée (section I), une monnaie subordonnée (section II) pour aboutir aujourd'hui à une monnaie émancipée (section III).

I. LA MONNAIE RENIÉE

A) *Marx et Engels* considéraient que la propriété sociale des moyens de production rendrait superflues la production pour le marché et, partant, la nécessité de la monnaie comme instrument d'échange. Dans ce type de société le producteur « reçoit de la

1. Akademija Nauk S.S.S.R., *Kurs političeskoj ekonomii*, Ekonomizdat, Moscou, 1963, t. II, p. 231.

société un bon certifiant qu'il a fourni telle somme de travail (après déduction du travail effectué pour les fonds collectifs) et, avec ce bon, il retire des réserves sociales exactement autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail » [2]. Toutefois, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que le bon de Marx n'est rien autre que de la monnaie, puisqu'il remplit les deux fonctions caractéristiques de la monnaie. En premier lieu, en effet, il s'agit d'un certificat officiel, délivré par la société, attestant une quantité de travail accompli par son titulaire ; en second lieu, ce bon donne, exactement comme la monnaie, le droit à son titulaire d'exiger en contrepartie « autant d'objets de consommation que lui a coûté son travail ». Dès lors, entre le certificat de travail de Marx et la monnaie il n'existe qu'une différence : tandis que la monnaie offre à son porteur un choix polyvalent et illimité, le bon de travail ne peut être échangé que contre des biens de consommation. Outre cette limitation, il pourrait exister une différence fondamentale, dont Marx ne parle pourtant pas. Il s'agit de la validité dans le temps et dans l'espace du certificat de travail. C'est seulement si le certificat de travail était nominatif, intransmissible entre les particuliers et limité dans sa validité qu'on se trouverait en présence d'une économie sans monnaie au sens classique du terme.

Ainsi, Marx et Engels ne niaient-ils pas l'utilité de la monnaie en tant que moyen d'organiser l'échange des produits et des services. C'est beaucoup plus la monnaie en tant que moyen d'accumulation « qu'ils voulaient détruire en abolissant la monnaie » [3]. Dans ce domaine tout dépend du temps pendant lequel le certificat reste valable.

En somme, pour les deux fondateurs du « socialisme scientifique », même si la monnaie existait, elle fonctionnerait, dans le commerce entre la commune et ses membres, comme la monnaie-heure de travail d'Owen. En dépit de leur mépris pour R. Owen qu'ils considèrent, avec justesse, comme un utopiste, tous ceux qui poursuivront la réalisation de leur pensée demeurent malgré eux ses disciples.

2. K. Marx, *Oeuvres*, t. I, p. 1419, Éditions de la Pléiade, Paris, 1963. Notons que Lénine cite ce passage de Marx dans son pamphlet, *L'État et la Révolution*.

3. J. Tinbergen, *Techniques modernes de la politique économique*, Dunod, Paris, 1961, ch. VII, p. 192.

B) *De même que Marx et Engels,* la plupart de leurs disciples et surtout les fondateurs du léninisme (Plékhanov, Boukharine, Trotsky et Lénine lui-même) avant la Révolution d'Octobre et durant les premières années qui l'ont suivie, pensaient sincèrement que la nouvelle société fondée sur la propriété sociale des moyens de production et sur une planification intégrale, ne produirait pas de marchandises vénales et ne connaîtrait ni commerce, ni monnaie. Ces thèses se trouvent clairement exprimées dans le *Manuel d'économie politique* écrit en 1919 par N. Boukharine et E. Préobrajensky : « L'argent, dès le commencement de la Révolution socialiste, perd peu à peu de sa valeur. Toutes les entreprises nationalisées, pareilles à l'entreprise d'un seul grand patron..., ont une caisse commune et elles n'ont plus besoin de se faire des achats ou des ventes contre de l'argent. L'échange sans argent est aussi graduellement introduit. L'argent est, de ce fait, écarté du domaine de l'économie populaire. Même à l'égard des paysans, l'argent perd lentement de sa valeur et c'est le troc qui le remplace... La suppression de l'argent est encore favorisée par l'émission par l'État d'une énorme quantité de papier-monnaie... Mais le coup décisif sera porté à l'argent par l'introduction de carnets de travail et par le paiement des travailleurs au moyen de produits... » [4]. Les auteurs exposant généralement les idées à cette époque en Union soviétique « voient là un pas vers le communisme » [5]. Ce qui permettra à Boukharine d'affirmer que « la fin de la société marchande capitaliste sera également la fin de l'économie politique ».

La politique d'application du programme adopté par le VIIIe Congrès du Parti en 1919, sur l'élimination de la monnaie du circuit économique visait un triple objectif :

— en premier lieu, déposséder les « éléments bourgeois » des signes monétaires afin d'empêcher la spéculation, le lucre et la spoliation des travailleurs ;

— en second lieu, établir une justice sociale aussi parfaite que possible ; et

4. N. Boukharine et E. Préobrajensky, *L'ABC du communisme,* nouvelle édition, Fr. Maspero, Paris, 1963, p. 314.
5. H. Denis, *Histoire de la pensée économique,* P.U.F., Paris, 1966, p. 655.

— enfin, permettre à l'État de financer l'effort de guerre par l'émission monétaire.

En d'autres termes, le programme d'abolition de la monnaie visait à la destruction totale de la société capitaliste et à l'instauration du socialisme marxiste. Il est à reconnaître que dans une grande mesure tous ces objectifs furent atteints.

Commencée déjà pendant la guerre de 1914-1918, la dépréciation du rouble fut délibérément poursuivie par le gouvernement des Soviets au moyen d'émissions considérables. (Par le décret du 15 mai 1919, le Commissariat des Finances fut autorisé à émettre autant de monnaie qu'il était, à l'époque, nécessaire à l'économie nationale). En conséquence, la masse monétaire en circulation, qui s'élevait à 1,665 millions de roubles au 1er janvier 1914, s'établissait respectivement à 19,577 millions et à 2,347 milliards au 1er novembre 1917 et au 1er juillet 1921.

Est-il besoin de dire que cette énorme émission ruina la comptabilité monétaire qui est, comme le disait très justement Ludwig von Mises, l'auxiliaire technique le plus puissant que la pensée ait apporté à l'économie. De sorte qu'elle réduisit la vie économique du pays à l'état primitif du troc. D'un autre côté et par suite de l'augmentation des frais de confection des signes monétaires, elle devint inintéressante pour le budget de l'État, puisque les ressources réelles qu'il en tirait s'amenuisaient.

Par ailleurs, l'inflation galopante rendit intolérables les tensions sociales et impossible le développement économique. Les indices des productions industrielle et agricole qui atteignaient encore 71 et 88 en 1917 (base 1913 = 100) ne s'élevaient respectivement qu'à 31 et 60 à la fin de la guerre civile, en 1921. Pire avait été la situation un an auparavant. « La ruine des forces productives, pour parler comme Trotsky, avait dépassé tout ce que connaissait l'histoire. Le pays et avec lui le pouvoir, se trouvèrent tout au bord de l'abîme » [6]. Le prolétariat, au nom duquel s'était faite la Révolution, fut le premier à être saigné à blanc [7]. Un grand nombre de

6. L. Trotsky, « La Révolution trahie », *in De La Révolution*, éditions de Minuit, Paris, 1963, p. 458 ; cf. aussi H. Chambre, *Union soviétique et développement économique*. Préface de François Perroux, Aubier-Montaigne, Paris, 1967.

7. Cf. Lénine, *Oeuvres choisies*, traduction française, t. 3, p. 711.

ses « membres » [8] cherchèrent refuge à la campagne contre la famine qui les menaçait. L'exode des villes entraîna deux effets fâcheux pour Lénine et ses collaborateurs : d'une part, un mécontentement des prolétaires et des paysans, « défenseurs de la Révolution » et, d'autre part, un ralentissement de l'industrialisation du pays, « non seulement par suite des conséquences néfastes des hostilités, mais aussi parce que le stimulant de l'intérêt individuel faisait défaut aux producteurs. La ville demandait aux campagnes du blé et des matières premières, sans leur donner en échange plus que des vignettes colorées appelées argent à cause d'une vieille habitude » [9].

Ceci montrait clairement que la monnaie ne remplissait plus son rôle essentiel : aider au développement économique et assouplir les tensions sociales. Aussi, le Soviet suprême de l'Économie nationale décida-t-il, en mai 1921, de charger les organismes économiques intéressés de prendre « des mesures d'urgence pour établir une unité de valeur stable », unité sans laquelle il ne saurait pas y avoir de calcul économique, élément indispensable à toute économie rationnelle. C'est dans le cadre de ces mesures que le IXe Congrès des Soviets chargea le Commissariat des Finances « d'obtenir avec le maximum d'énergie et de célérité la limitation et ultérieurement la cessation des émissions de billets en même temps que le rétablissement de la monnaie sur la base d'une devise-or ».

Les effets de ces décisions tant du point de vue des concepts théoriques du « socialisme scientifique » que du point de vue de l'expérience marxiste postérieure ont une triple portée :

— en premier lieu, elles corrigent les propos « scientifiques » sur la suppression pure et simple de la monnaie en économie dite socialiste tenus par Marx, Engels et peu après par Boukharine, Lénine, Plekhanov, Trotsky, et d'autres ;

— en second lieu, elles reconnaissent l'erreur et le dogmatisme des dirigeants des Soviets (jamais aucun autre gouvernement que

8. L'industrie moderne qui employait 2,500,000 travailleurs en 1913 n'en conservait que 1,200,000 en 1921, soit respectivement 1.8 et 0.8 p.c. de l'ensemble de la population.

9. L. Trotsky, *op. cit.*, p. 458.

celui de Lénine ne cherchera à appliquer une politique délibérée d'inflation visant à l'abolition de la monnaie) ; et

— en dernier lieu, elles engagent l'économie soviétique sur la voie de l'assainissement monétaire et, partant, vers une économie de marché, fondée sur la production marchande, le commerce et la monnaie.

Bref, ces événements montrèrent qu'aussi bien en pratique qu'en théorie cette première attitude à l'égard de la monnaie était fausse. Mais pour que les marxistes en arrivent à cette conclusion, il avait fallu que le caractère d'indispensabilité de la monnaie les y conduisît de force. La réflexion scientifique ne jouera qu'un rôle à posteriori, tirant la leçon, bien qu'avec réticence, des conséquences de cette tentative malheureuse de la toute première phase de l'expérience communiste.

II. LA MONNAIE SUBORDONNÉE

A) La nouvelle interprétation des thèses de Marx et Engels sur le destin de la monnaie en économie de type soviétique doit être considérée comme la première révision, le premier dépassement du « socialisme scientifique ». Elle s'efforcera, en effet, de démontrer à la fois que les fondateurs du marxisme n'entrevoyaient la disparition de la monnaie qu'après l'achèvement de la première phase du communisme — le socialisme — et que la politique d'inflation volontariste, pratiquée pendant la guerre civile, fut la méthode nécessaire pour consolider la Révolution, lutter contre l'ennemi du communisme et anéantir tous les éléments bourgeois. Très peu nombreux sont ceux qui adhèrent encore à cette explication des textes de base.

Pourtant, bien qu'il ait entrevu, dès mars 1919, l'impossibilité de supprimer la monnaie « avant de nombreuses années », Lénine non seulement poursuivit mais accéléra la politique d'abolition de la monnaie. Précisément, bien qu'il soit « impossible de supprimer la monnaie dès les premiers temps du passage du capitalisme au communisme », écrivait-il dans l'ébauche du projet de programme du P.C.R. (b), pris pour base du second programme des commu-

nistes russes qui fut adopté par leur VIIIe Congrès, en mars 1919, le Parti « s'efforcera de prendre aussi rapidement que possible les mesures les plus radicales pour préparer la suppression de la monnaie, qui sera remplacée, en premier lieu, par des livrets de caisse d'épargne, des chèques, des billets à court terme, donnant droit à divers produits, etc., le dépôt obligatoire de l'argent dans les banques, etc. L'expérience de la préparation de ces mesures et d'autres similaires montrera lesquelles sont les plus rationnelles » [10]. Deux mois plus tard, devant le 1er Congrès de l'enseignement extra-scolaire de Russie, Lénine déclara en outre : « Avant la révolution socialiste, les socialistes écrivaient qu'il serait impossible de supprimer (l'argent) immédiatement, ce que notre expérience permet de confirmer. Il faut de très nombreuses conquêtes techniques, et ce qui est beaucoup plus difficile et plus important, des progrès dans l'organisation, pour supprimer l'argent ; en attendant, on est obligé à s'en tenir à l'égalité verbale, dans la constitution et à cette situation où quiconque possède de l'argent a en fait le droit d'exploiter. Or, nous n'avons pu supprimer l'argent d'emblée. Nous disons : l'argent subsiste pour le moment, et il subsistera assez longtemps dans la période de transition de l'ancienne société capitaliste à la nouvelle société socialiste » [11].

Il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse approfondie de ces deux textes pour constater la contradiction qui existe entre eux, reflétant parfaitement bien d'ailleurs l'opposition entre Lénine, marxiste en action, et Lénine, révisionniste en pensée. Pour justifier son attachement inconditionnel aux préceptes des fondateurs du « socialisme scientifique », Lénine, révisionniste, ira jusqu'à déformer la réalité historique en disant que déjà avant la Révolution il y eut des socialistes qui avaient écrit sur l'impossibilité de supprimer la monnaie au lendemain du capitalisme. À notre connaissance, en effet, pas un seul socialiste, dont Lénine se serait considéré disciple, n'a jamais tenu de tels propos [12].

10. F. Lénine, *Oeuvres*, traduction française, t. 29, pp. 133 et suivantes.

11. *Idem*, p. 361 ; cf. aussi pp. 362 et 371.

12. On consultera, à ce sujet, un de ses économistes dévoués, K. Ostrovitjanov, « Tovernoe proizvodstvo i zakon stoïmosti v sovetskoe khozjajstve », *Kommunist* de Moscou, N° 13, 1957, où l'on lit notamment : « ... dans le passé, avant la Révolution [...] tous les marxistes affirmaient qu'avec l'instauration de la propriété sociale des moyens de production, les rapports marchands et monétaires seraient limités et qu'il n'y aurait dans la société socialiste, ni marchandise, ni valeur, ni monnaie ».

Ceci poussera Lénine vers un dogmatisme pur et simple : penser une chose — l'impossibilité d'abolir la monnaie — et faire le contraire — donner des directives précises pour instaurer le plus rapidement possible une économie non monétaire. Malheureusement, cette politique plongea le pays dans une crise socio-économique, assortie d'une tyrannie étouffante. C'est pourquoi, nous semble-t-il, l'académicien français, Jacques Rueff, n'a pas tort d'écrire que « le sort de l'homme se joue sur la monnaie » [13]. Cette affirmation fut confirmée d'ailleurs à maintes reprises, et notamment par le peuple russe qui apporta un démenti éclatant à la politique de démonétisation de l'économie. On vit, en effet, les gens et particulièrement les paysans échanger leurs produits contre des signes monétaires émis par des instituts étrangers (dollars, livres sterling, yen, etc.) tandis qu'ils refusaient catégoriquement les roubles dépréciés des Soviets. La leçon à en tirer s'imposa d'elle-même : il est « si difficile à une société complexe d'exister sans la monnaie que la disparition d'un système monétaire est immédiatement suivi par l'apparition et le développement d'un nouveau » [14].

Ce refus de la monnaie des Soviets par la population signifiait qu'il était devenu impossible pour le gouvernement soviétique de se procurer par le jeu normal du marché les ressources dont il avait besoin, même avec l'aide intensive de la presse monétaire. Il ne put obtenir ces ressources que par des mesures coercitives, telles que réquisitions, confiscations, pillages, etc., ce qui eut pour effet « de dresser une certaine partie de la paysannerie moyenne contre la politique économique du gouvernement soviétique » [15].

Pour sortir de cette situation qui menaçait de plus en plus l'existence même du régime des Soviets, Lénine ne pouvait lancer qu'un seul mot d'ordre : stabiliser le rouble, à long terme ou pour toujours, car sans cela « il sera impossible d'aller sérieusement de

13. *L'Âge de l'Inflation*, Payot, Paris, 1963, p. 15 ; cf. aussi P. Bigo, *Marxisme et Humanisme*, introduction à l'œuvre économique de K. Marx, P.U.F., Paris, 1953, p. 186.

14. J.S. Duesenberry, *Money and Credit : Impact and Control*, Prentice-Hall, Inc., Englewood Cliffs, New Jersey, 1964, p. 50.

15. A. Birman, « Mysli posle plenuma », *Novyj Mir*, n° 2, 1965. Traduction française : « Réflexions au lendemain de l'Assemblée plénière du Comité central », *Cahiers de l'I.S.E.A.*, séric « *Économie planifiée* », n° 3, mars 1967, p. 56.

l'avant, ni dans le domaine de la sauvegarde de l'indépendance de la Russie soviétique à l'égard du capital international, ni dans le développement économique et culturel du pays. D'une manière plus concrète Lénine demanda au Xe Congrès du P.C.R. (b) (mars 1921) que ses déclarations et avertissements soient pris en considération et appliqués dans le cadre de la nouvelle politique économique, connue sous les sigles russes N.E.P. Parmi les mesures concrètes, il faut relever celles qui concernent la création de la Banque d'État (12 octobre 1921), le rétablissement des échanges de marchandises inter-entreprises, d'une part, et entre les entreprises et la population, d'autre part, le rétablissement des salaires en argent, la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions, la réduction, puis la suppression du déficit budgétaire et surtout la réforme monétaire de 1922-1924 avec la politique de stabilisation de la valeur du rouble.

De cette manière, après un peu plus de trois ans et demi d'efforts, payés d'ailleurs par des sacrifices humains et matériels considérables, Lénine abandonna le rêve de Marx et Engels sur la suppression de la monnaie en économie de type soviétique : il a été obligé de reconnaître que la monnaie assurait non seulement la prospérité économique mais aussi la stabilité politique et la paix sociale. Aussi dorénavant fallait-il se conformer au nouveau mot d'ordre.

B) Lénine — alors révisionniste du « socialisme scientifique » — sera, dans cette voie, suivi par Staline et tous ceux qui se réclamaient ou se réclament encore de lui. Staline qui a vécu la dure épreuve des années 1920 défendit, avec conviction, la nécessité de la monnaie aux VIIIe et XVIIe Congrès du P.C.R. (b). Au cours du premier, il fit confirmer les idées de Lénine émises dans l'ébauche du projet de programme du P.C.R. (b) de mars 1919, et lors du second, tenu en 1934, il insista sur la durée de l'économie monétaire, en déclarant : « ... nous devons utiliser la monnaie pendant longtemps encore et notamment jusqu'au moment où nous aurons franchi cette première phase du communisme qu'est le socialisme ». Pendant le socialisme, la monnaie assurera « le plein développement du commerce soviétique » et préparera ainsi « les conditions néces-

saires à un échange direct de produits ». Ce dernier n'est possible que dans un système économique parfaitement organisé et ne peut être instauré que « dans des conditions qui sont loin d'être réunies à l'heure actuelle et ne le seront pas de sitôt ». C'est pour ces raisons qu'au même Congrès, Staline dira aux partisans de l'abolition immédiate de la monnaie qu'ils sont « aussi éloignés de Marx que le ciel l'est de la terre » et, comme tels, font partie de la déviation « trotskiste de gauche ».

Or, ce même Staline, qui proclama à deux reprises, en 1939 et ensuite en 1950, la fin de la première phase du communisme — le socialisme et le commencement de la période de transition entre le socialisme et le communisme — en Union soviétique, fut obligé de constater la persistance de la monnaie. Aussi, et afin d'éviter le doute sur le passage à la seconde phase du communisme, fallait-il penser dorénavant que la monnaie restait « socialement nécessaire durant toute la période du passage vers le communisme » et que pendant toute cette période « son rôle s'accroît dans toutes ses fonctions ».

Sans entrer dans le problème des définitions des notions « socialisme » et « communisme », car il déborde notre sujet, on peut dire que ces développements sont en contradiction avec toutes les interprétations possibles des idées des fondateurs du marxisme ainsi que des pensées et des actes concrets de Lénine et de Staline sur la suppression de la monnaie en économie collectiviste. Une fois de plus, l'expérience économique prévalut sur la théorie. Cet état de choses est le plus explicitement reconnu par le président yougoslave, Tito, à la fois fondateur du communisme national et réalisateur des thèses de Lénine-révisionniste du « socialisme scientifique ». Tito aura beaucoup de disciples aussi bien parmi les dirigeants communistes que parmi les économistes marxistes. C'est pour cela que l'on peut le considérer comme chef de file de la troisième et dernière interprétation du marxisme-léninisme sur la nécessité de la monnaie.

III. LA MONNAIE ÉMANCIPÉE

La troisième et dernière interprétation des thèses de Marx et Engels sur le sort de la monnaie en économie où les moyens de pro-

duction sont socialisés, est en vigueur depuis 1952, avec les débuts de la décollectivisation yougoslave. Le président Tito [16] se trouvait alors, comme Lénine en 1921, devant l'alternative de voir la mort du règne communiste, fondé sur les rêves de Marx et Engels ou l'élargissement de l'économie monétaire avec retour à la propriété privée dans l'agriculture et l'artisanat. Bien que tardif, le choix fut évident, de sorte que depuis la décollectivisation de 1953 en Yougoslavie, Tito avec ses collaborateurs et économistes ne cessera d'accorder une attention constamment croissante aux phénomènes monétaires. Ils seront suivis par leurs homologues polonais, est-allemands, tchécoslovaques, roumains et russes. Les raisons du revirement chez ces derniers sont nombreuses. Nous ne mentionnerons que celles qui ont trait au marasme semi-séculaire de la production agricole, à la mauvaise qualité des produits et, partant, à l'accroissement des stocks invendus et enfin, et surtout, au ralentissement et aux fluctuations du taux de croissance du P.N.B. On peut y ajouter aussi les changements intervenus dans la psychologie des masses laborieuses en ce qui concerne l'avènement du communisme, changements qui aboutirent à un mécontentement croissant de la population et notamment de ses fractions intellectuelle et paysanne vis-à-vis du système instauré par les communistes, notamment en Allemagne de l'Est, en Pologne et surtout en Hongrie.

C'est dans ce contexte de la « réalité marxiste » qu'il faut replacer la proclamation du Programme du P.C.U.S. de 1961 : durant la construction du communisme, « il est indispensable d'utiliser au maximum les rapports marchands et monétaires... À cet égard, on attribuera un grand rôle à l'utilisation de moyens de développement de l'économie, tels que : le calcul économique, la monnaie, le prix, le prix de revient, le profit, le commerce, le crédit, les finances. » Ce vœu du Parti ne tarda pas à se transformer en loi économique objective valable pour la phase actuelle du développement économique et social de l'Union soviétique et des autres pays qui l'imi-

16. Pour Peter Wiles, le maréchal Tito est un grand économiste. Dans sa critique de A. Bergson, *The Economics of Soviet Planning*, Yale University Press, 1964 et de L.V. Kantorovitch, *Calcul économique et utilisation des ressources*, Dunod, Paris, 1964, publiée par la *S.E.D.E.I.S.*, n° 938 du 21 déc. 1965, Wiles considère que les ajustements apportés à la théorie, c'est-à-dire l'adaptation de la théorie à la pratique en U.R.S.S., ne se sont pas du tout inspirés « des principes centralisateurs de Kantorovitch mais plutôt d'un économiste, plus grand encore, le maréchal Tito ».

tent. Les économistes marxistes du monde entier se mirent à répandre, en effet, la bonne nouvelle comme s'il s'agissait d'une découverte spectaculaire pour la science économique. Mais le plus important n'est pas là. L'essentiel c'est d'avoir reconnu qu'une « utilisation insuffisante » des rapports marchands et monétaires, une « sous-estimation du rôle des prix » et une violation grossière de l'équivalence dans l'échange et l'intéressement matériel des travailleurs peuvent entraîner une baisse dans les rythmes de l'élévation de la productivité individuelle et partant un ralentissement, voire un blocage de la croissance économique. De cette façon, les économistes soviétiques reconnaissent que les rapports marchands et monétaires représentent en eux-mêmes une forme plus développée de relations économiques que l'échange de produit contre produit qui, historiquement, précède la circulation marchande. « Aucune loi économique objective, lisons-nous dans une source récente [17], ne peut justifier le remplacement de formes plus développées par des formes moins développées de relations sociales ».

Dans ce contexte, nombreux sont les marxistes qui officiellement ont reconnu que « les fondateurs du socialisme, c'est-à-dire du marxisme », s'étaient trompés dans leur évaluation, en considérant que « la monnaie, le crédit, le prix, etc., n'existeront pas dans un système où les moyens de production seront nationalisés, où la main-d'œuvre ne sera plus considérée comme marchandise » [18]. Éloignés de « la manie d'élaborer des projets, ils ne se posaient pas la question de savoir quelles formes donner concrètement aux rapports économiques socialistes. En revanche, dans les conditions actuelles des bases méthodologiques du marxisme il serait contradictoire de méconnaître les formes de la complexité et du fonctionnement des relations de la production marchande et de l'échange, de même que de tenter d'interpréter les rapports de la production marchande dans le socialisme à la manière des rapports entre producteurs » [19].

Ces critiques et beaucoup d'autres encore s'adressent à Z.V.

17. *Tovarno-denejnye otnošenija v period perekhoda k kommunizme*, Ekonomizdat, Moscou, 1963, pp. 18 et s.

18. Cf. M. Batyrev, « O novom soderjanii tovarno-denejnykh otnošenyj pri socializme », p. 200, *in Problemy političeskoj ekonomii socializma*, Gospolitizdat, Moscou, 1963.

19. *Idem*, pp. 211 et s.

Atlas, N.V. Kessin, A. Judkhin, A.I. Kaščenko et surtout à I.S. Malyšev et à V.A. Sobol' pour qui, comme pour Engels et Mises, la production marchande et la propriété socialiste « sont incompatibles » et, par voie de conséquence, il n'y a pas de place pour la loi de la valeur dans une économie socialiste marxiste. Bien plus, aux yeux de Malyšev [20] « la monnaie en U.R.S.S. n'est pas une monnaie, mais une sorte de quittance, ne donnant pas lieu à l'échange... », le rouble soviétique étant « une mesure directe de travail ». Il en est de même en ce qui concerne le crédit. Par ailleurs, pour Malyšev et Sobol' [21], la circulation des marchandises et de la monnaie, de même que l'économie marchande, ne se manifestent qu'en apparence en économie planifiée. Ils ajoutent, à l'adresse de ceux qui pensent que l'économie planifiée est une économie marchande, que ces derniers fondent leur thèse sur une vision extérieure des choses : l'économie planifiée étant construite autrement qu'une économie marchande, la circulation des produits entre les entreprises et entre celles-ci et la population se réalise d'après les prix et les plans de production, de répartition et de distribution, établis par les services de planification et n'a pas le caractère d'une circulation de marchandises. H. Denis et M. Lavigne [22], en France, paraissent partager les idées de Malyšev et Sobol' : pour eux, « en soi le rouble est une pure abstraction » et la monnaie elle-même « n'est pas autre chose que la représentation d'une certaine quantité de ce travail » (du travail fourni dans l'année par les membres de la société).

Malyšev, Sobol' et leurs partisans essaient dès maintenant de remplacer le rouble comme forme monétaire de la valeur par une forme naturelle directe — l'unité du travail — (« tred », signes de calcul, etc.). Ils appuient leur argumentation sur Marx et Engels qui « niaient la possibilité de la production marchande dans le socialisme » [23]. Incontestablement, ils défendent la lettre du marxisme, mais en dépit de ceci leurs thèses sont qualifiées d'« inconsistantes » et de « scolastiques » et leur « attitude » à l'égard des textes des

20. I.S. Malyšev, *Obščestvennyj, učet truda i cena pri socializme*, Moscou, 1960, p. 66 ; cf. aussi p. 11.

21. Cf. A. Sobel', *Očerki po voprosam balansa narodnogo khozjajstva*, Moscou, 1960. pp. 27 et s. ; cf. aussi I.S. Malyšev, *op. cit.*, p. 24.

22. *Le problème des prix en Union soviétique*, éditions Cujas, Paris, 1965, p. 14.

23. M. Batyrev, « Ob odnoj nepravil' noj teorii stoimosti, deneg i ceny pri socializme », *Den'gi i kredit*, n° 1, 1961, p. 7.

fondateurs du « socialisme scientifique » de « dogmatique ». Il ne faut pourtant pas en conclure que nos auteurs soient désarmés devant ces attaques. Bien au contraire, ils soutiennent la discussion avec les partisans du renforcement du rôle de la monnaie, du crédit et du prix durant la phase du passage du socialisme au communisme. C'est ainsi que Malyšev, à juste titre, nous semble-t-il, demande les raisons pour lesquelles le dernier programme du P.C.U.S. prévoit le développement des rapports monétaires au maximum pendant la phase de construction du communisme, pour les abolir postérieurement. En effet, si tel est le but du Programme « alors, probablement il vaut mieux et il est plus économique en pratique tout simplement de ne pas développer ces rapports monétaires ». Les responsables politiques, et encore moins les économistes du camp adverse, n'ont jamais répondu d'une manière précise à cette objection. Lorsqu'il était l'arbitre suprême à Moscou, M. Khrouchtchev s'était contenté de déclarer que ces deux politiques n'étaient pas en contradiction. Pour le prouver, il annonça que : « Le Parti (s'était) donné comme tâche de créer une abondance de produits agricoles, ce qui apparaît comme l'une des conditions fondamentales du passage au communisme. Mais cette tâche ne peut s'effectuer que dans une juste mise en application du principe de l'intéressement matériel des fermes collectives à l'augmentation de la production des produits agricoles ». Voilà donc pourquoi l'économie soviétique doit renforcer le rôle de la monnaie. Mais le problème qui se pose est de savoir si, une fois la production agricole développée à l'aide de la monnaie, l'intéressement au travail persistera, et ceci en vertu de quoi.

Parler du renforcement du rôle de la monnaie dans les pays à économie planifiée, revient à analyser les mesures prévues dans le cadre de la réforme économique en cours dans ces mêmes pays. Et parler de l'application des mesures prévues par la réforme économique, revient à étudier les effets que pourrait engendrer l'émancipation de la monnaie.

Considérant que le premier problème est amplement traité dans la plupart des grandes revues économiques, nous centrerons notre attention sur la seconde question. Néanmoins, et afin d'être tout à fait sûr de savoir de quoi on parle, nous commencerons par résumer les principales mesures prévues dans les directives officielles relatives

à la réforme économique et qui ont trait soit au renforcement du rôle de la monnaie en tant qu'instrument du calcul économique, soit au renforcement de la monnaie en tant qu'instrument des échanges.

Révision des systèmes de planification et de gestion économiques

Commencée en Pologne et en Hongrie [24] en 1956 et en 1957, ce mouvement vers une réforme économique s'est étendu depuis à tous les pays socialistes européens, exception faite de l'Albanie qui, à la suite de la Chine, est en train de faire sa révolution culturelle. D'une façon générale, la nature et les raisons des réformes sont à peu près les mêmes dans tous les pays à économie planifiée, mais les modifications effectives ou projetées varient considérablement d'un pays à un autre.

Le ralentissement de la croissance économique qu'a connu le monde socialiste et avant tout l'Union soviétique au cours de la dernière décennie a incité les responsables de la politique économique à rechercher les causes de cette situation. En effet, ce taux de croissance avoisine celui que connaissent plusieurs pays du monde libre. Dans l'ensemble et sans entrer dans les détails, tous voient dans l'extrême centralisation le mal fondamental.

Le remède n'était pas facile à trouver, d'autant plus qu'il était nécessaire de tenir compte du contexte historique, à savoir l'impuissance des pays à économie de marché à remédier à la stagnation et aux fluctuations économiques jusqu'à la guerre, mais aussi le développement extrêmement rapide de l'économie soviétique en régime de planification centralisée. Mais l'économie de marché montra par la suite qu'elle n'engendrait pas forcément des fluctuations économiques désastreuses, et qu'elle était en outre capable de se développer à des rythmes relativement rapides. C'est alors seulement que les pays à économie planifiée commencèrent à manifester quelque intérêt pour un système de « relations socialistes de marché » guidé par des méthodes indirectes d'intervention des pouvoirs publics.

24. Abstraction faite de la Yougoslavie qui, entre 1950 et 1953, a fait sa réforme économique du genre qui est actuellement à l'étude ou en application dans les autres pays à économie planifiée, la réforme économique yougoslave en cours étant de loin la plus libérale du monde socialiste.

Dans ce contexte, donc, les pouvoirs publics dans les pays à économie planifiée s'efforcent à l'heure actuelle de parvenir à un meilleur équilibre entre la planification administrative et les décisions décentralisées, afin de donner plus d'autonomie et d'initiative à l'entreprise et de renforcer les stimulants économiques en révisant le régime des prix, des primes, du crédit, etc., tout en conservant aux autorités centrales une certaine emprise, considérée comme « absolument indispensable » pour le développement d'une économie planifiée. Pour atteindre cet objectif et, par voie de conséquence, pour adapter les méthodes de planification à la situation nouvelle, les gouvernements respectifs ont dressé des listes de mesures ou moyens d'action à entreprendre aux divers niveaux de l'économie. Elles peuvent être regroupées autour des points suivants dont l'importance pour l'U.R.S.S., abstraction faite des transformations révolutionnaires qui ont eu pour résultat la socialisation des moyens de production, comparable [25] à la N.E.P. de Lénine et aux actes gouvernementaux de 1929 à 1932 par lesquels les Soviets instaurèrent l'économie administrativement planifiée :

1) Directives générales visant à élever le niveau scientifique de la planification afin de remédier, comme le notait M. Kossyguin dans son rapport présenté et approuvé par le C.C. du P.C.U.S., aux erreurs qui « avaient été commises en matière de planification » et de faire disparaître « l'autoritarisme irréfléchi (qui) décidait de la solution de problèmes économiques complexes ».

2) Diminution des indicateurs économiques « centralisés » qui règlent l'activité de l'entreprise, et élargissement des droits de l'entreprise à développer et à stimuler le sens de l'initiative chez les ouvriers et les cadres et à renforcer la notion de responsabilité tant à l'intérieur des diverses unités économiques qu'entre elles. Ces indicateurs étaient très nombreux, ce qui réduisait l'autonomie comptable des entreprises à une « pure formalité ». Actuellement on se propose d'élargir l'indépendance économique des entreprises, en ramenant le nombre des indices qui leur sont assignés à huit seulement ; les autres seront établis par l'entreprise elle-même sans nécessité de confirmation par les instances hiérarchiquement supérieures.

25. A. Birman, *op. cit.*, p. 54.

3) La réforme a pour objectif aussi de réaménager le système d'investissement, en faisant moins appel aux méthodes de financement budgétaires et davantage aux crédits bancaires et à l'autofinancement. En outre, il sera perçu une sorte d'intérêt sur le capital des entreprises qui « n'est pas tombé du ciel » afin de relever l'efficacité de l'utilisation du capital. Les normes de cette redevance, qui ne sont rien autre qu'un prix de la rareté relative du capital, différeront selon les branches d'activité et seront fixées « pour un certain nombre d'années afin que chaque entreprise qui fonctionne normalement » soit, une fois la redevance payée, en possession de ressources suffisantes pour sa politique de développement. On espère ainsi créer des stimulants économiques favorisant l'emploi efficace du capital et freinant la constitution de stocks excessifs d'équipement, de matières premières, etc. [26].

4) Le renforcement des incitations matérielles des ouvriers et employés pour le succès de l'entreprise par l'établissement d'une corrélation plus étroite entre le montant de leurs gains et le profit est un autre objectif de réforme.

5) Enfin, la réforme a pour objectif la révision du système des prix en ce qui concerne le mode de fixation, la composition et la structure des prix. Bien que l'on considère que « la réforme des prix de gros est la condition *sine qua non* de l'extension des nouvelles méthodes de gestion », il semble que les pouvoirs publics hésitent à abandonner radicalement les systèmes utilisés dans le passé. Ceci tient, en premier lieu, au conservatisme des administrations centrales et, en second lieu aux craintes que dans certaines circonstances, les entreprises ne veuillent profiter d'une situation de monopole ou d'oligopole si les prix avaient la possibilité de traduire, dans une large mesure, le jeu des forces du marché.

Certes, les nouveaux prix reflètent davantage le coût de production, lequel comprend non seulement le coût de la main-d'œuvre, les frais des matières premières et les amortissements, mais aussi la nouvelle redevance sur le capital, garantissant ainsi un « profit normal »

26. L. Gatovskij, « Edimstvo plana i khozjajstvennogo rasčeta », *Kommunist*, n° 15, 1965, où l'auteur en critiquant les adversaires de la rémunération du capital arrive à poser la question : « Pourquoi devons-nous réserver au capitalisme le principe d'une utilisation efficace des valeurs matérielles ? ».

aux entreprises qui fonctionnent « normalement », de même qu'une récompense aux entreprises qui améliorent la qualité de leur production ou mettent au point de nouveaux produits. La rentabilité, définie comme étant le rapport entre le profit et la valeur du capital engagé, est fixée à 15 p.c. pour l'ensemble de l'industrie soviétique. Elle est néanmoins différenciée selon les branches économiques.

Ainsi conçus, les prix doivent servir de base au calcul économique qui, dans le système actuel, se trouve non seulement faussé, mais ne permet pas non plus de dégager la solution optimale. Après 50 ans d'expérience, les autorités soviétiques, par l'intermédiaire de M. Kossyguin ont reconnu que s'il n'existe pas de prix économiquement fondés, « les calculs économiques deviennent insuffisamment sûrs, ce qui renforce la tendance à prendre des décisions subjectives ». Combien de temps mettront-elles pour mettre en exécution les mesures déjà prises ou à prendre dans le cadre de la réforme économique ? C'est l'avenir qui nous le dira. Remarquons néanmoins qu'à la fin du 3e trimestre 1968, les entreprises appliquant les nouvelles méthodes de gestion assuraient un peu plus de 40 p.c. de la production industrielle nationale. Mais notons aussi que, dans le cadre du « nouveau modèle économique » de M. Kossyguin, les prix continueront à être fixés autoritairement et poursuivront, dans l'ensemble, les objectifs traditionnels. Les services de planification continuent à régler, en effet, comme par le passé, 8 à 9 millions de prix différents en Union soviétique.

Effets de la réforme économique sur le rôle de la monnaie

Si toutes les mesures prévues dans le cadre de la réforme économique en cours dans les pays à économie planifiée dont nous venons de parler, sont mises en application, on peut s'attendre à une déstalinisation effective de l'économie et, partant, à un renforcement considérable du rôle de la monnaie tant dans sa fonction d'instrument de mesure des valeurs ou d'instrument du calcul économique que de celle d'instrument des échanges. D'une part, en tant qu'instrument du calcul économique, la monnaie verra son champ d'action s'élargir dans la détermination des prix, ce qui aura pour effet de remplacer progressivement les prix administratifs par des prix qui se dégageraient du concours spontané de la politique économique

des autorités centrales et surtout des entreprises, de l'éthique, et des préférences des consommateurs, ces trois facteurs étant éclairés par l'analyse économique. D'autre part, l'élargissement des « liens directs » entre les agents économiques, l'introduction de la publicité et sa généralisation progressive, la remonétisation des échanges entre l'État et le secteur agricole, le remplacement définitif du système « désuet » de rémunération du travail en nature par un système « plus progressif » de rémunération exclusivement en argent, le développement spectaculaire du crédit à la consommation, enfin, l'élargissement du rôle du crédit dans le domaine du financement des investissements et de la constitution du capital circulant auront pour conséquences de permettre à la monnaie, instrument des échanges, de jouer le même rôle social en économie planifiée qu'en économie de marché. L'évolution des échanges qui ne peut aller que dans le sens d'une libéralisation au sein des sociétés de type soviétique conduira inévitablement, à son tour, au renforcement de l'indépendance des entreprises et des salariés, groupés au sein des syndicats, à l'égard des autorités centrales et, partant, à un affaiblissement progressif de la place du Parti dans la société. D'une façon générale, à mesure que le rôle de la monnaie s'accroîtra, celui du Parti diminuera, avec tout ce que cela suppose. Majzenberg, Ostrovitjanov et Tureckij, pour ne citer que les représentants les plus en vue du courant hostile aux réformateurs, ont très clairement entrevu ce danger et mis vigoureusement en garde les dirigeants soviétiques. Ainsi, la monnaie « en rébellion contre le plan », selon l'expression si juste de François Perroux [27], apparaît-elle, une fois de plus, comme garant de la liberté individuelle et comme garant de l'efficacité sociale, fait que Dostojevski a admirablement exprimé en écrivant dans *La Maison des Morts* : « La monnaie, c'est de la liberté frappée ».

Est-il besoin de dire que cette conclusion fait abstraction de la nouvelle situation créée par l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Elle se place dans une perspective à long terme. En l'absence de motifs stratégiques, il est évident, en effet, que les Soviétiques sont allés en Tchécoslovaquie pour modifier le cours de la réforme économique. Il est donc évident qu'à l'heure actuelle la poursuite

27. Préface à H. Chambre, *op. cit.*, p. 17.

de celle-ci est compromise dans tous les pays à économie planifiée, y inclus la Roumanie et la Yougoslavie. Dans ces deux derniers pays et en Yougoslavie, en particulier, la libéralisation économique paraît se poursuivre, mais à un rythme ralenti en raison de la nécessité de renforcer leurs capacités de défense. Pourtant, la révision des systèmes de planification et de gestion économique avait été officiellement adoptée pour parer au ralentissement de la croissance économique en Union soviétique, voire à la stagnation de l'économie tchécoslovaque et est-allemande.

On ne voit donc pas comment les pays à économie planifiée pourraient maintenir les taux de croissance, obtenus au cours des deux dernières années grâce à l'application des nouvelles méthodes de gestion, si de nouveau ils revenaient au modèle stalinien de développement. Or, si au niveau actuel des forces productives, la planification autoritaire ne peut pas garantir un développement économique et social aussi rapide que ne le fait le modèle d'économie de marché, notamment dans les régions industrialisées du monde, ou que ne le ferait un modèle qui, comme le notait très justement Nemčinov, recourrait « à la fois au plan et au prix pour parvenir aux buts fixés » par la politique économique du pays, mais rejetterait à la fois la devise des libéraux « prix au lieu de plan » et celle des marxistes « plan au lieu de prix », les dirigeants soviétiques pourraient être placés, dans un proche avenir, devant un dilemme terrible. En effet, s'ils veulent maintenir, coûte que coûte, la *pax sovietica* dans la partie du monde qu'ils contrôlent actuellement, ils devront adopter un modèle de développement économique et de progrès social relativement autoritaire, dirigé par un seul centre. Mais dans ce cas le risque de perdre la course au progrès économique et à fortiori au progrès social qu'ils ont imprudemment engagé par écrit (cf. le Programme du P.C.U.S., adopté à son XXIIe Congrès) avec les nations industrialisées d'Occident, est évident. Une telle perspective aurait très vraisemblablement pour conséquence d'amener les Soviétiques à choisir entre rester fidèles au modèle de développement autoritaire ou adopter un modèle de type yougoslave. Au cas où ils opteraient pour la première variante, l'intensification de la politique belligérante serait le corollaire logique. Car, à très court terme, il leur apparaîtrait intenable d'affirmer, en théorie, la supériorité du système socialiste sur le système capitaliste et

de constater, en fait, le contraire. Et au cas où la raison prévaudrait, comme nous l'espérons, les dirigeants soviétiques s'orienteraient vers une décentralisation politique et surtout économique, à l'intérieur comme à l'extérieur, il est certain qu'on aboutirait à notre conclusion première. La seule nuance à ajouter est, dès lors, la suivante : au lieu d'assister, aujourd'hui même, à l'émancipation de la monnaie dans les pays à économie planifiée et, partant, à la diminution du rôle des partis communistes dans ces mêmes pays, on assistera aux mêmes phénomènes d'ici deux à cinq ans, abstraction faite d'une conflagration générale, bien entendu.

Jovan PAVLEVSKI,
assistant à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Paris